8 pages mars 2012.qxp 05/04/2012 11:51 Page 1

RÉDACTEURS-INFOGRAPHES / RÉDACTEURS-GRAPHISTES
Photograveurs
TECHNICIENS DE PRÉPARATION
ICONOGRAPHES / SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

“Ignorance est mère de tous les maux“ Rabelais

Pour une poignée de journalistes : la dictature du point de vue

“Ils (et elles) savent tout sur tout, Cultivé(e)s, ils (et elles) pérorent dans les émissions télévisées ou radiophoniques et exhibent leur érudition. Ils (et elles) s'attribuent la position d'hommes (et de femmes) avisé(e)s, averti(e)s, éclairé(e)s. Ce statut leur confère une autorité en matière d'analyses politiques, économiques, sociales et culturelles. Autoproclamé(e)s détenteur(rice)s de la connaissance juste des choses, démontrant les faits avec fatuité, ils (et elles) s'arrogent le droit de conseiller le peuple et d'exprimer leur opinion.

Ils (et elles) se figurent en Woodward et Bernstein, mais, n'écoutent et ne relaient que la pensée unique. Ils (et elles) s'imaginent John Reed, mais à défaut d'ébranler le monde, courtisent les possédants. Ils (et elles) s'estiment Hemingway, mais tremblent devant la biographie de Madeleine Riffaud.

Cumulard(e)s, ils (et elles) sévissent dans tous les médias où ils (et elles) répandent leurs avis et certitudes.

Ils (et elles) se revendiquent journalistes, et ont le statut de journaliste.

Si Zemmour détenait jusqu'à présent le sommet de l'insanité, Yves Thréard, son collègue du *Figaro* et Jean-Michel Apathie, son compagnon de RTL, se disputent la timbale de la bêtise, même si ce prix ne manque pas de prétendants (de Barbier à Joffrin, en passant par Catherine Ney et autres Duhamel).

Un vote logique et utile

Pour exemple : le chroniqueur du *Figaro*, invité au grand débat sur i>Télé, explique qu'il est normal que Renault délocalise au Maroc puisque la main-d'œuvre y est nettement moins chère. Il ajoute que la France doit se recentrer sur la qualité. Si ses préconisations s'appliquent aux journalistes, Yves Thréard vient de se mettre lui-même au chômage.

Le second, chroniqueur au “Grand Journal“de Canal +, rapporte à l'occasion de la sortie du film La Dame de fer que Thatcher avait compris une chose : “C'est que l'État ne peut dépenser plus que ce qu'il a”. Justifiant ainsi la privatisation, la casse du social et la politique d'austérité. Bayrou, invité ce soir-là, partage, en opinant du chef, l’analyse d’économie politique du grigou.

Ils (et elles) sont une poignée de commentateur(rice)s, persuadé(e)s de faire du journalisme, capables d'expliquer la rigueur budgétaire et la casse de la protection sociale mais scandalisé(e)s par la dépense publique pour le bonheur humain.

Ils (et elles) sont ces communicant(e)s qui soumettent le journalisme à la dictature du point de vue.

Alors, pourquoi ne pourrais-je pas profiter de l'édito pour donner mon point de vue ? Parce qu'en étant syndicaliste, il faudrait respecter la fameuse règle de l'indépendance vis-à-vis des politiques ? Mais aujourd'hui, seuls les tartuffes n'admettent pas la subordination du syndicalisme au politique. Et puis indépendance n'empêche pas cohérence.

Le 31 janvier, la CGT remplit le Zénith, avec comme revendication centrale “la retraite au cœur de l'avenir”. Bernard Thibault y précise dans son discours que “pour la CGT, c’est le rétablissement du droit au départ à la retraite à 60 ans pour tous… ".

En tant que syndicaliste CGT, la logique veut que je vote pour le candidat dont le programme politique permet de satisfaire notamment cette revendication. Dans ceux qui se positionnent pour gouverner, il n'y en a qu'un. C'est celui du candidat qui a réuni 120 000 personnes, le 18 mars à la Bastille, et place l’humain au cœur du progrès.

En tout cas, c'est mon point de vue…

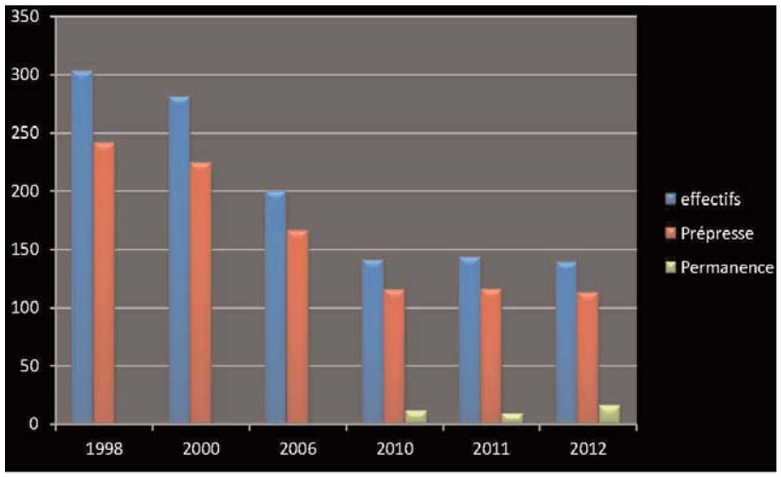
SOMMAIRE

L’édito de J.-P. Ropert P 1
En direct de Blanqui P 2 et
Actualité P 4
Hommage à Julien guérin P 6
Témoignage P 6
Dans les entreprises P 7
Le billet de Gilbert P 8

Avril 2012/N°14

EN DIRECT DE BLANQUI

2012 une année à hauts risques !!! Et un bilan Globalement positif...



Depuis plusieurs semaines, le secrétariat va à la rencontre des syndiqués dans les centres éditoriaux comme dans les imprimeries. Si cette démarche n'est pas nouvelle, nous y attachons cette fois-ci encore une plus grande importance, car nous vivons une situation très particulière pour la profession, qui nous interroge sur l'avenir de chacune et chacun des salariés qui la composent.

La presse traverse une crise d'une rare violence. On parle à juste titre de “crises”: crise économique, crise du lectorat, crise liée aux nouvelles technologies, crise de la démocratie.

Ces crises se sont installées durablement et entraînent des situations jamais connues. Tous les secteurs sont touchés, des rédactions à la production, de la distribution à la vente. Des titres, emblématiques ou pas, sont placés en redressement judiciaire et trouvent pour seuls repreneurs des affairistes qui ne pensent qu’à la libre concurrence et à la loi du marché. Pour eux la presse est une marchandise.

France Soir et *La Tribune* arrêtent leur tirage papier pour des raisons économiques et se lancent sans visibilité ni viabilité économique vers une hypothétique version électronique. D'autres sont mis sous perfusion permanente. Ils attendent les aides de l’Etat de plus en plus rabougries ou s’oreintent vers des relances inefficaces (nouvelles formules, nouvelles maquettes, changements de direction)

Les centres éditoriaux ont été séparés des imprimeries; celle-ci sont aujourd'hui presque toutes dans une seule main. Un seul imprimeur est placé en situation de monopole pour la plupart des titres nationaux.

Longtemps poule aux œufs d’or des éditeurs, les messageries de presse sont maintenant mises en concurrence, la distribution égalitaire mise à bas. Au non du profit les NMPP sont devenues Presstalis, les éditeurs continuent à les dépecer.

Dans l’ensemble des titres nationaux, les nombreux plan sociaux ou départs “non contraints”ont laminé les effectifs.

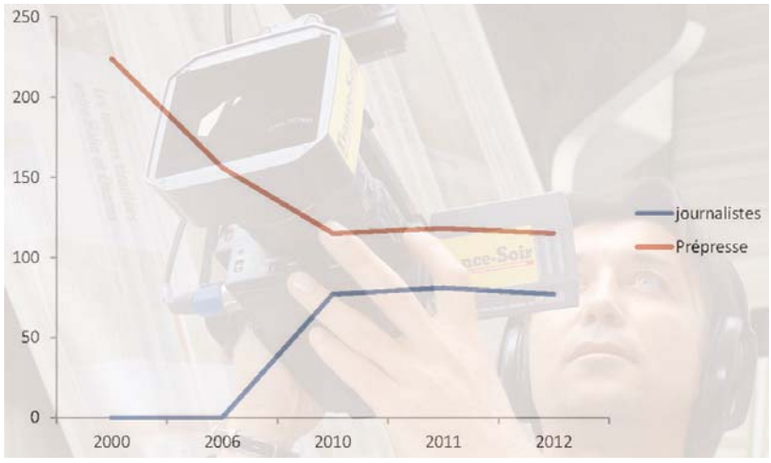
Avec d'autres, des salariés syndiqués issus de nos rangs sont licenciés et se retrouvent à Pôle emploi, souvent pour la première fois et sans véritable perspective de retrouver un emploi dans leur qualification. La concurrence est rude avec les nouvelles populations hyper-formées, prêtes à tout pour trouver un premier emploi.

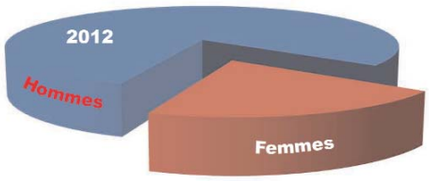
Le patronat aidé par le gouvernement et épaulé par quelques dirigeants syndicaux, a organisé une véritable casse sociale des salariés à statut. Après s'être séparé des seniors de 50 ans, avec son plan “Imprime junior”, il a même imaginé de stopper le rajeunissement d'une partie de la profession et proposé aux plus jeunes des années de formation sans véritables débouchés.

Dernière initiative pour rompre encore plus rapidement avec le “passé “conventionnel” trop contraignant, l'heure est au changement d'équipes de management. Le SPQN et les instances dirigeantes de la presse sont modifié, au point que l'on peut se demander s'ils existent encore.

Cela coïncide aussi avec une nouvelle génération de dirigeants syndicaux dans notre fédération ou dans nos syndicats CGT sur fond de désunion, et de retour au repli catégoriel.

La confédération quant à elle a souhaité une grande réflexion sur son organisation et ses structures en vue de son 50e congrès. L'heure est à la





refonte des fédérations.

Enfin, nous sommes à quelques semaines des échéances électorales nationales, dont les enjeux n'échappent à personnes…(salaire, temps de travail, protection sociale, retraite)

Pour toutes ces raisons, nous faisons le tour des entreprises de presse pour rencontrer nos camarades.
Nous avions initialement prévu de préparer une assemblée générale en 2012 qui a finalement été reportée du fait d'un emploi du temps chargé, (la date n'a pas encore été fixée).

Se former

Ces rencontres nous permettent d'échanger avec tous. Nous souhaitons que chacun puisse en toute connaissance de cause s'exprimer, faire part de ses choix, de ses interrogations, de ses inquiétudes, etc... Aucun sujet n'est tabou, nous ne sommes pas forcément tous d'accord Le secrétariat donnera son point de vue. Ce sera l'occasion de faire le bilan de la dernière période. Nous envisagerons ensemble l'avenir individuel et collectif au niveau professionnel et syndical.

Nous en profitons aussi pour faire un point sur ce que nous entendons lorsque nous parlons "de droits et devoirs du syndiqué". En effet nous avons pu constater certains manquements avec ce "concept "un peu particulier. Sans beaucoup se tromper on peut affirmer que depuis qu'un gouvernement, issu de la Résistance, a confié aux syndicats CGT la gestion du personnel travaillant en presse, en leur demandant d'ouvrir des bureaux de placement, le rituel a toujours été toujours le même. Par conviction ou par connaissance, parfois les deux, nous avons tous été amenés à toquer à la porte du 94 boulevard Auguste Blanqui.

Le 94, c'est la Maison du Livre chacun d'entre nous a poussé la porte, et a été reçu par un secrétaire. Il nous a expliqué la CGT, puis notre fonctionnement, notre permanence… Quelques années plus tard, après une période de "Perma" nous avons été placés dans une entreprise de presse en CDI, grâce à notre CV et nos compétences. Le poste, le salaire et le statut ont été négociés par le secrétariat. A travail égal salaire égal, même salaire pour tous, telle était la règle C'est vrai pour chacun d'entre nous, aucun n'a choisi son entreprise et cela nous a permis 65 ans plus tard d'être toujours présents.

C'est cela que nous conteste le patronat, et c'est pour cela nous avons fait le choix il y a quelques années de nous positionner dans les salles de rédaction afin de ne pas avoir à éteindre la lumière, au rythme des soi-disant préretraites même dorées. Ce ne fut pas un choix facile, nous avons été parfois critiqués, nous abandonnions la convention collective des ouvriers du livre… Pourtant la suite nous montrera que nous avions raison, car le seul objectif du patronat et gouvernement était l'élimination du syndicat CGT.

Cela a permis à chaque salarié de moins de 50 ans issu de notre catégorie, de conserver un emploi et un statut avec de véritables possibilités d'évolution et d'épanouissement. Cela a aussi permis de renforcer la CGT, car à l'inverse de certains nous avons accompagné cette décision collective d'une autre politique celle de prendre la double appartenance syndicale, SGLCE et SNJ/CGT, avec comme objectif de rassembler toutes les forces de la CGT

Se positionner

Et puis, dans la continuité de ce qu'avaient fait nos prédécesseurs sous l'impulsion de René Lepeu puis de Christian Guillaumie, nous avons beaucoup misé sur le rajeunissement des effectifs. Une de nos fiertés, est d'avoir pu transmettre à une autre génération. Alors que toutes les portes nous avaient été fermées, c'est plus de 50 camarades que nous avons pu placé en CDI dans les rédactions. Quel plaisir de voir arriver ces jeunes femmes et hommes leur diplôme tout juste en poche, de leur faire découvrir le monde du travail et de leur proposer un poste avec de telles conditions.

Alors qu'en France le marché du travail n'est que précarité … bas salaire… Peu de salariés malgré leur niveau d'étude, trouvent un emploi stable avec un statut et des conditions comme ceux que nous connaissons. Seul le rapport de force, notre rôle et notre place dans la production, nous ont permis d'obtenir; ces postes avec des salaires frôlant les 4000 euros sur 13 mois, des conditions de travail et une protection sociale de haut niveau. Comme par le passé aucun d'entre eux, aussi bon et compétent soit-il, n'aurait pu,seul, prétendre à une telle situation.

Nous souhaitons le rappeler à l'heure ou ce statut, ces conditions sont attaqués, rognés par le patronat. Nous devons, ensemble les défendre, voir les améliorer, car nous constatons avec amertume que l'engagement de tous nest pas toujours à la hauteur des enjeux. Bien sûr le syndicat, ses militants sont là pour aider, mais chacun doit comprendre qu'il ne peut pas rester sur le bord de la route, car c'est de son avenir qu'il s'agit.

Ne pas se laisser dépasser

Il y a un point que nous ne voulons absolument pas négliger, c'est celui de la formation, qui nous semble très important. Le patronat va encore plus utiliser la mise en concurrence des salariés entre eux. Pour cela tous les moyens seront bons. Nous conseillons à tous de ne pas rester figés sur ce qu'il sait bien faire. Il est indispensable de ne pas se laisser dépasser par les technologies. Dans des entreprises comme à *France-Soir*, la démarche volontariste de certains camarades, notamment ceux qui se sont formés sur la vidéo a payé puisque ce sont les seuls qui ont été reclassé. Nous conseillons à tous de réfléchir aux secteurs porteurs dans les entreprises, afin d'aller chercher des formations auprès des directions. Le DIF et l'EDDEC peuvent également être une manière de les obtenir. Rassemblez-vous discutez -en , revendiquez dans l'entreprise.

Pour vous aider le secrétariat est disponible, n'hésitez pas sollicitez le. Il ne faut pas perdre une minute, soyez conquérants, c'est votre avenir votre emploi qu'il s'agit, c'est aussi de celui de la CGT en Presse.

139 adhérents actifs,
La plus jeune a 25ans,
le plus âgé a 56ans
Age Moyen : 45 ans.
Depuis 2005
20 adhérents titularisés dans les entreprises de Presse, dont 12 de moins de 30 ans.

La cotisation syndicale annuelle est de 407€, 66% sont déductibles de l'impôt sur le revenu.
120 € solidarité.

8 pages mars 2012.qxp 05/04/2012 11:51 Page 4

ACTUALITÉ

Ils votent SNJ-CGT

Election de la carte 2012, du 27 avril 17 h au 15 mai

Votez SNJ-CGT

Message reçu, ça colle à Tremblay !

Photo Salim Benjemia

LETTRE OUVERTE À CEUX QUI DÉTRUISENT LE SYSTÈME DE DISTRIBUTION DE LA PRESSE ET A CEUX QUI DEVRAIENT LA DÉFENDRE

Depuis plusieurs decennies, le système coopératif de distribution de la presse en France est l'objet d'attaques de la part de tous ceux qui veulent voir disparaître l'égalite de traitement et la mutualisation des coûts. Ces dernieres années, aux NMPP alors, de véritables offensives ont été menées dans ce sens avec des restructurations, des fermetures de centres, des suppressions de plusieurs centaines d'emplois.

Face aux buts annoncés par les destructeurs de la direction générale des NMPP et certains éditeurs, les résultats ont été inexistants : la presse ne se vend pas mieux, les diffuseurs sont toujours aussi mal remunérés. Quant aux nouveaux salariés de la distribution, qui ont remplacé ceux que les plans sociaux ont éliminés, ils sont soumis à des conditions de travail dégradées et survivent avec des salaires de misère. Les Etats généraux de la presse lancés en octobre 2008 par le président de la République n'ont pas contribué à renforcer le système et les valeurs démocratiques qu'il porte. Sa demarche visait en premier lieu à aider individuellement les éditeurs.

C'est une réflexion sur les structures communes à la profession qu'il aurait fallu mener et ne pas pratiquer ce qui ressemble a du clientélisme. De même que, pour l'impression et l'industrie en général, les Etats généraux de la presse ont été un encouragement à casser la solidarité, les statuts sociaux et les règles collectives.

En cette période éléctorale de bilans et de propositions pour l'avenir, le SGLCE, fort de sa longue expérience dans le domaine de la distribution de la presse, de ses luttes et de ses contributions, intervient dans le débat.

Une alternative est possible et indispensable. Elle doit être opposée à la casse d'un système égalitaire qui fut un véritable service public de la distribution de la presse. Il est nécessaire, pour conserver un avenir à la presse, de revenir aux fondamentaux mis en evidence à la Libération, notamment dans le cadre d'une réforme des aides à la presse. Les choix, essentiels quant à l'avenir du système et de nombreux titres, seront pour une part entre les mains des politiques élus en 2012 et des éditeurs.

Soit ils considèrent que la presse, de par son contenu, n'est pas une marchandise et doit être aidée par un ensemble de dispositions particulieres; soit elle est une marchandise et ne doit, à notre sens, bénéficier d'aucune aide publique ni de mesure dérogatoire. Les adeptes du liberalisme à tout crin doivent assumer leurs décisions.

Pour ce qui concerne le SGLCE, l'aide publique est aujourd'hui indispensable afin de permettre à la presse, dans une période difficile, de pouvoir rencontrer son lectorat. La mission de distribution doit être confiée à une entreprise unique, régie selon des principes coopératifs sous l'autorité du Conseil supérieur des Messageries, fusionnant MLP et Presstalis. Une convention collective nationale devra couvrir socialement tous les salariés de la filière, ceux des sites de groupage (niveau I), comme ceux des dépositaires. Le portage devra être integré à cette entreprise de service public. La situation des diffuseurs devra être reconsidérée pour améliorer leur rémuneration, leurs conditions de travailleurs ainsi que leur implantation.

Il faut stopper les opérations de destruction d'un système performant et utiliser les aides publiques à bon escient : le pluralisme et le progrès social. Si, ces prochaines semaines, les éditeurs et les responsables politiques auront leurs responsabilités à prendre, le SGLCE n'entend pas, avec l'ensemble des salariés, rester spectateur. Il continuera, avec toute son énergie, à militer pour la mise en œuvre des valeurs progressistes, pour que la presse et les avancées sociales fassent cause commune.

8 pages mars 2012.qxp 05/04/2012 11:51 Page 5

Martine, ex-salariée de France-Soir

Tu fais partie des camarades qui ont été licenciées après l'arrêt de la version papier de *France-Soir*, depuis combien de temps travaillais-tu dans ce journal et avec quelle qualification ?

Je suis rentrée à *France Soir* en octobre 1990 en tant que photograveuse. Puis vint le temps de la modernisation avec son lot de suppressions de postes et de bouleversement des métiers. Certains d'entre nous ont dû intégrer les équipes techniques en rédaction. Ce fut mon cas, avec pour mission de scanner et traiter les images noires et d'effectuer la mise en page. Nous avons vécu des périodes chaotiques de repreneur en repreneur, accompagnées malheureusement à chaque fois de réductions d'effectifs. Puis vint Monsieur Brunois, qui s'équipa d'un logiciel soit-disant miracle, qui devait automatiser la mise en page et qui n'a jamais fonctionné. Alors, après une formation, j'ai de nouveau changé de métier et suis passée à l'écriture dans le service société, puis vie pratique. Enfin, j'ai intégré le service photo où j'exerçais les fonctions d'iconographe, de traitement d'images et d'envoi de fichiers vers les imprimeries.

Comment as-tu vécu l'arrêt du papier de ce quotidien et qu'en penses-tu ?

Tout d'abord, je n'y ai pas cru. Plus de 89 postes supprimés, ça a été un énorme choc, surtout quand on a passé plus de vingt ans dans un titre, le voir disparaître est plus que douloureux. Supprimer l'édition papier semblait impossible, suicidaire même. Mais la réalité du plan Pugatchev nous a rattrapés et *France Soir* papier s'est arrêté de vivre.
Je ne vois pas comment la marque *France Soir* dont le site ne propose rien de plus ou rien d'innovant par rapport à la concurrence, pourrait bien faire son trou sur le Net. Par quel miracle va t-il engranger suffisamment de pub pour devenir rentable. Les équipes ne sont pas conséquentes, les moyens mis en œuvre sont trop faibles, et les exemples d'autres titres ayant tenté l'expérience, notamment à l'étranger, ne sont pas des réussites. Je suis pessimiste pour l'avenir de ceux qui sont restés sur le navire.

T'es tu impliquée dans le conflit *France-soir*, quels ont été les rapports avec ta fédération, ton syndicat, les autres syndicats de ton entreprise ?

Bien sûr, comment ne pas s'impliquer. Je suis syndiquée à la CGT depuis vingt-cinq ans, ne pas tenter de faire le maximum pour arrêter le rouleau compresseur aurait été impensable. A *France Soir*, la majeure partie du personnel syndiqué ou non a pris part au conflit de manière différente certes, mais tout le monde s'est battu avec conviction.
Les rapports avec la Fédération ont été nuls, je ne peux donc pas parler de ceux qui ont été totalement absents durant cette période. Quant aux autres syndicats de l'entreprise, il y aurait beaucoup

à dire... C'est désespérant de constater que certains ont gardé leurs anciennes pratiques. A vouloir manœuvrer dans le seul intérêt de leur(s) catégorie(s) respectives en imposant leurs décisions aux autres, à vouloir que tout le monde adhère à leur merveilleux syndicat, qui serait à l'avenir unique bien entendu, ils n'on réussi qu'à créer des divisions entre les personnels syndiqués de l'entreprise et à convaincre les autres de ne jamais prendre de bulletin d'adhésion dans un syndicat quel qu'il soit. Certains de leurs propres membres ont été écœurés par

France-Soir.fr

leurs agissements. Soutenir le projet de Christiane Vulvert jusqu'au bout alors que tout le monde savait qu'elle n'avait pas les fonds et qu'elle demandait à Pugatchev de financer pour les trois quarts sa reprise de la société, c'était du pur délire ! Aller jusqu'à fermer l'entreprise pour faire aboutir ce schéma, mais où est passé l'intérêt du salarié ?
Alors que rajouter, si ce n'est que l'union fait la force et que dans ce cas l'union a volé en éclats. Encore une fois, quel énorme gâchis mais finalement rien de surprenant à cela, car il ne suffit pas d'être bon dans la "com", encore faut-il œuvrer dans le souci de défendre l'intérêt de tous.

Quel est ton statut aujourd'hui, si tu es sans emploi, est-ce la première fois et qu'est ce que cela implique pour toi ?

C'est la première fois en vingt-cinq années de travail que je me retrouve sans emploi. Ayant été victime d'un licenciement économique, je "bénéficie"de la CSP, ce qui m'assure durant un an, 80 % de mon salaire brut. N'étant pas considérée comme demandeuse d'emploi (eh oui, c'est possible), je ne viens donc pas grossir les chiffres du chômage, mais dans la réalité, je suis bel et bien chômeuse. Je me retrouve donc à plus de 40 ans confrontée au marché du travail qui dans notre branche est plus que saturé. Pôle emploi n'a pas de petite case pour les rédacteurs iconographes car ils ne connaissent pas ce métier, ce qui n'augure rien de bon quant aux éventuelles propositions que l'on pourrait me faire. La pseudo-cellule de reclassement prévue pour nous aider à retrouver du travail, ne m'a pas toujours pas contacté et je doute vraiment de son efficacité.

As-tu des contacts avec ton syndicat, si oui, avec qui dans ce syndicat ?

Je reste bien évidemment en contact avec le SGLCE. Gilbert, Jean-François, Pascal, Laurent. Ce ne sont pas seulement pour moi les responsables de ma catégorie, mais également des camarades, des copains avec qui j'ai toujours eu des rapports de confiance et d'échange d'idées. J'ai la chance d'avoir un syndicat ou l'on peut discuter, ne pas être d'accord et le dire sans que cela pose le moindre problème. Même si je ne retrouve aucun travail dans la presse, je resterai quand même en contact avec eux, c'est un peu comme une grande famille avec laquelle on a traversé bien des tempêtes.

Comment vois-tu l'avenir de la profession, penses-tu que les effets *France-Soir* et *La Tribune* puissent faire boule de neige ? Comment vois-tu ton avenir ?

L'avenir de la profession est plutôt sombre. *France-Soir* et la *Tribune* sont à mon sens des laboratoires derrières lesquels les autres éditeurs attendent les résultats des premiers essais afin de les appliquer partout. Le monde de la presse a beaucoup changé, aujourd'hui nous avons à faire à des patrons d'industries voulant faire du profit et rien que du profit. La liberté de la presse, l'humain et la qualité ne font pas partie de leur business plan. L'ère du patron de presse comme nous l'avons connue est révolue, aujourd'hui ce sont ni plus ni moins que des hommes d'affaires gérant les quotidiens comme on gérerait une épicerie.

Hommage à Julien Guérin (Hervé Ropert)

Extrait

Echange fraternel entre Julien (à gauche) et Hervé

Tout ce que je vais te dire, Julien, je l'ai écrit de mémoire, seule mon amitié pour toi a guidé mon stylo. Aussi, connaissant ta grande rigueur, tu voudras bien m'excuser si quelques faits et dates ne te semblent pas très exacts.

La première fois que je t'ai vu, Julien, c'était en 1947 à l'Ecole Estiennes où avec G. Dufresne, R. Bureau et quelques maîtres imprimeurs, tu étais examinateur au CAP des clicheurs. Toi-même, tu avais été élève dans ces locaux quelques décennies plus tôt.

Tu avais travaillé toute la nuit, n'avait dormi qu'une heure ou deux, une barbe noire et drue te rongeait le visage. Tu étais pieds nus dans tes chaussures et ce détail nous avait frappés. Un jour que je te posais la question : pourquoi ? Tu m'avais expliqué qu'ayant porté la guerre de mauvais godillots qui te blessaient, tu éprouvais du plaisir à sentir tes pieds se frotter au cuir frais. Tu avais à cette époque un peu plus de trente ans et déjà derrière toi un long passé de luttes et de militantisme politique et syndical qui t'avait doté d'une riche expérience de la vie.

Adhérent du P.C.F. depuis les années 30, tu avais combattu la montée du nazisme en Allemagne et celui des ligues factieuses en France, tu avais participé au combat qui avait assuré la victoire du Front populaire en 1936, la prise du pouvoir en Espagne par le sinistre Franco et la non-intervention du gouvernement Blum t'avait profondément marqué; toi dont la mère, que tu aimais si fort, t'avais transmis son sang espagnol.

En 1939, tu avais été arrêté et jeté en prison, victime de la chasse aux communistes menée par le gouvernement de l'époque. Mobilisé, fait prisonnier, transféré dans un stalag en Allemagne, tu connus, les gêoles et les cachots pour tentative d'évasion mais aucune torture ni brimade ne réussit à te décourager et un jour, après bien des péripéties et des souffrances tu réussis enfin à te faire «La belle».

Dans un de ses livres, R. Dédame raconte cet épisode de ta vie dont, à juste titre, tu étais fier mais dont tu ne parlais guère sauf aux amis qui t'étaient chers. Tu racontais plus facilement la vie avec tes camarades à Clermont-Ferrand, où après ton évasion réussie tu t'étais engagé dans la Résistance.

Elu secrétaire de la section clicheur après la Libération, tu consacras toute ton énergie et ton intelligence à faire du métier de clicheur un métier à part entière de l'industrie graphique.

Tu as été le maître d'œuvre, à l'architecte de notre caisse de retraite Gutenberg qui aujourd' hui trouve sa prolongation dans Audiens et permet aux retraités de vivre dans la dignité.

Pendant douze ans, Julien, j'ai travaillé avec toi toutes les nuits à l'imprimerie Richelieu, où nous étions alors une quarantaine de clicheurs. Jamais tu n'as voulu être permanent à temps complet, les problèmes syndicaux, tu les réglais, la plupart du temps, avec les délégués et cadres des entreprises de presse qui venaient t'en entretenir pratiquement chaque nuit… Et tous les samedis après-midi, tu tenais permanence à Blanqui.

Il y a quelques années, je te rencontrai lors d'une réunion à la Mutualité et tu me confias que les meilleures années de ta vie professionnelle, tu les avais vécues à l'imprimerie de la rue Saint-Marc : «J'y ai passé des moments formidables, quand j'y pense parfois, je ris tout seul.» Exigeant, Julien, tu l'étais, d'abord avec toi et avec tes camarades. Je me souviens des années de Gaulle où étaient interdits les défilés du 1er mai. Nous nous rassemblions en face de l'ancienne Bourse du travail, nous n'étions que quelques centaines de courageux. Les jours précédant la manif, tu t'adressais à chacun d'entre nous : «N'oublies pas le Rendez-vous du 1er à 14 heures devant la Bourse du Travail, je compte sur toi.»

Architecte de la gutenberg

Et comment ne pas évoquer ton action au conseil des Prud'hommes ? Là aussi tu usais de toute ton autorité pour nous convaincre de venir voter à l'Hotel de Ville de Paris, les jours d'élections prud'homales.

Le conseil des Prud'hommes, nous disais-tu avec raison, «c'est un acquis de la classe ouvrière, grâce à lui nous réglons des problèmes sociaux et humains qu'aucun tribunal civil ne pourrait régler. Nous devons tout faire pour le faire vivre».

Oui, Julien, tu nous a beaucoup appris, la chose essentielle était pour toi le respect de la parole donnée et de la signature apposée au bas d'un contrat. Un des traits de ton caractère était que, lorsque tu, avais accordé ta confiance à quelqu'un, ton amitié devenait indéfectible.

Julien, tu étais né en 1913, ton père fut tué à la guerre de 14. Tu haïssais la guerre, ton engagement dans la lutte pour la paix en Algérie fut total, tu nous encourageas au combat pour que cesse cette sale guerre qui ne voulait pas dire son nom. A ceux qui t'accusaient de mêler politique et syndicat, tu répondais : "Si lutter pour que des jeunes de vingt ans ne meurent pas pour une cause qui n'a jamais été la leur, si vouloir empêcher la victoire des fascistes d'Alger et des généraux félons et si j'encourage les syndiqués à se mobiliser et à se battre pour la paix. Alors oui, c'est vrai, je mêle la politique au syndicalisme et personne ne m'en empêchera".

En février 62, tu fus gravement blessé dans la manifestation contre l'OAS à Charonne. Ta jambe blessée t'éloignera de nous pendant plusieurs mois mais, quand tu revins parmi nous, tu n'eus de cesse de retrouver toute l'élasticité de ta jambe et pour ce faire tu passais de longs moments pendant les coupures à pratiquer des étirements et autres exercices physiques. Tu étais doué d'une tenacité et d'une énergie extraordinaires. En plus de tout cela, Julien, tu étais un homme de grande culture, mais là aussi ta pudeur t'interdisais d'étaler ton savoir.

Assurer la relève

Tu aimais les écrivains du siècle des Lumières, Montesquieu en particulier et son livre De l'esprit des lois dont tu me disais t'y être référé souvent. Tu aimais aussi Rousseau et son Emile mais celui dont tu m'as parlé le plus souvent, que tu as fini par me faire acheter quand il a été réedité par le CDLP, c'était Le talon de fer de Jack London, une violente dénonciation du capitalisme du XIXe siècle.

Je viens d'évoquer, Julien, la partie de ta vie que je connais le mieux. Tu quittas l'Aurore en 1968 pour occuper une place de directeur technique au *Parisien Libéré*. Avant de partir, tu voulus assurer ta relève dans les meilleures conditions et tu proposas notre camarade René Lepeu pour te remplacer à la direction de la section des clicheurs.

Je sais que René te voue encore aujourd'hui une grande reconnaissance pour lui avoir accordé ta confiance.

Il y a quelques années, la direction de la section avait organisé un repas fraternel, tu étais là, Julien, entouré de René, de Christian et de Jean-François, quatre générations de secrétaires syndicaux unis pour un même idéal de justice, de liberté et de mieux-être pour tous. Je dois dire que je ne connais pas d'organisations syndicales pouvant faire état d'une telle continuité harmonieuse. Et ça Julien, c'est à toi qu'en grande partie nous le devons. En mars 2000, nous avons fêté tes 87 ans dans un restaurant parisien, il y avait là Roger Dédame, Serge Mazurosch et nos regrettés camarades cadres de Richelieu, H. Lochardet et Ph. Juif.

A cours de ce repas, tu nous fis cette confidence : "quand j'ai eut 70 ans en 1983, je me suis fixé comme objectif de voir l'an 2000, c'est chose faite" et tu as ajouté "ce n'est pas dans mes habitudes mais je crois que j'ai placé la barre un peu bas".

Chers amis, chers camarades, à vous tous et à vous toutes qui avez accompagné Julien, je vous présente mes plus sincères condoléances. A toi Julien, je te dis adieu, nous t'aimions bien tu sais.

BRÈVES

La Tribune

La Tribune

Aucun de nos ressortissants n'a été repris dans le nouveau projet de la direction, et nos quatre camarades sont sans solution pour le moment.

PQN

Après avoir examiné les éléments indiciaires et économiques, le SGLCE, le SNJ-CGT et le BP/UFICT LC font le constat que les faibles revalorisations des dernières années (2008 à 2011) et la hausse généralisée et continue des produits de consommation courante ont considérablement dégradé le pouvoir d'achat des salariés.
S'appuyant sur les repères revendicatifs de la CGT, nos syndicats ont décidé, dans le cadre des prochaines négociations salariales, de demander une revalorisation de 5 % des barèmes employés, ouvriers, cadres et journalistes. A ce jour, aucune réponse du président du SPQN, Marc Feuillée.

Métro

Le quotidien gratuit est imprimé depuis le 5 mars sur les rotatives de "l'Imprimerie". Bernard Riccobono entend faire peser sur les effectifs, départ de ces 450 000 exemplaires de POP.

J.O.

Les élus d'Info'com ont décidé de dissoudre le GIA (groupement inter-ateliers), entraînant dans leur démarche des élus du SIP pourtant réticents. Ils prennent une lourde responsabilité en provoquant une division syndicale avant les élections professionnelles.

J.O. 2

Une réunion d'équipe constructive s'est tenue en présence du secrétariat. Ce fût l'occasion de faire la connaissance des six nouveaux adhérents à notre syndicat.

France Soir

L'arrêt de la version papier du titre a provoqué le licenciement de quatre de nos ressortissants. Ces derniers se trouvent actuellement en C.S.P. (contrat de sécurisation professionnelle). Les deux cameramen Stéphane David et Franck Cartelet ont quant à eux conservé leur emploi et sont devenus grands reporters.

L'Imprimerie

Le cahier revendicatif 2012 dont le contenu est disponible sur le site du Livre parisien a été remis à la direction. Sur les 21 problèmes posés sur le cahier 2010, plus de la moitié ont été résolus, le reste est toujours en dicussion et une bonne partie sur le point d'être réglée.

POP

Les élections professionnelles se sont déroulées dans une chaude ambiance, puisque les entrepôts qui juxtaposent l'imprimerie ont brûlé la semaine du vote. Deux listes CGT étaient en lice, sur six élus, le SGLCE obtient deux délégués et un délégué syndical, notre camarade Vincent Monchausou. Rappelons que les camarades du départ ne votent pas sur POP, mais sur l'imprimerie Desfossés. Pour la première fois, il y aura donc trois délégués syndicaux CGT dans l'imprimerie de Riccobono, à La Courneuve. A quand un comité de groupe ?

L'Huma

Après la fermeture de la SGP, le secrétariat a été reçu chaleureusement par les camarades nouvellement intégrés à *L'Humanité*. Un débat intéressant s'est engagé autour du positionnement et de l'avenir du journal et de ses suppléments. Il reste maintenant à accélérer le travail de rapprochement avec l'ensemble des salariés du groupe. Il s'est prolongé autour d'un buffet convivial. Lors des éléctions professionnelles, deux camarades ont été élus sur la liste CGT.

Le Figaro

Toute l'équipe du *Figaro* et du *TV* était présente pour faire le bilan de notre positionnement professionnel après notre passage dans la convention collective journalistes. Le constat a été fait que, notamment dans le secteur de l'imagerie, des inquiétudes se font jours avec l'arrivée des nouveaux médias. Nous avons insisté sur la nécessité de revendiquer des formations permettant d'évoluer vers ces nouvelles technologies. Une rencontre avec les directions devient urgente pour aborder l'avenir de ces secteurs.

Paris-Normandie

A nouveau une situation dramatique dans notre profession. *Paris-Normandie* créé en 1944 sur les ruines du *Journal de Rouen*, a déposé son bilan après des années de difficultés et d'érosion continue de ses ventes.
"Nous n'avons pas eu d'explications sur le contenu de ce plan", a cependant regretté la secrétaire CGT du comité d'entreprise, à l'issue de l'audience. Selon les syndicats SNJ et Livre CGT, le comité d'entreprise va être informé vendredi de l'état de la procédure et une nouvelle audience du tribunal de commerce a été fixée au 11 avril. La mobilisation est de mise ! Souhaitons qu'elle soit unitaire...

Paris-Turf

Nous avons rencontré la direction du journal pour aborder l'avenir de ce quotidien hippique et de ses salariés à la suite de l'arrivée massive de journaux concurrents créés par le PMU et imprimés chez... Riccobono à Tremblay-en-France. La direction nous a confirmé ses craintes face à cette concurrence et son intention de développer son offre Web.

Succès pour les candidats CGT présentés par le SNJ-CGT/SGLCE.

Le nombre de votants pour l'élections au Comité d'entreprise 228

Collège Journalistes, sont élus :

Nadège Royal :185,
Franck Longaret :
195 Sylvie Stanley :193

Bruno Lantéri présenté par Info'com est élu avec 32 voix

Le nombre de votants pour l'élections au délégué du Personnel: 224

Jean-Marie Audin :190
Rodolf Boutanquoi :173

Collège Ouvrier /Employé
Le SGLCE obtient tout les sièges. (90% des voix)

LE BILLET DE GILBERT

De tout temps des auteurs parfois anonymes ont ressenti le besoin de dépeindre la misère, d'exprimer la colère, la révolte d'un peuple qui souffre. Ils ont griffonnés sur leurs carnets, des textes qui sont devenus des poèmes, des chants de ralliement et d'espoir.

Chacun d'entre nous a en tête “Ah ça ira”, “Madame véto”, “Les Canuts”,“L’entrecôte”,“Le temps des cerises”,“La commune n’est pas morte”… et bien sûr “L’Internationale”, et plus récemment “Ma France”,“Les corons”,“Le chiffon rouge”ou “Motivés”.

Ces chants accompagnent nos luttes, nous aident, nous mobilisent, nous redonnent espoir.

Ces poètes ont toujours trouvé les bons mots, les phrases qui font dresser les poils, nous font relever la tête, et nous donnent “la frite”lorsque la vie est plus dure.

Dernièrement le groupe HK et les Saltimbancks, pendant leur tournée “Citoyen du Monde”ont lancé un titre dont les paroles, les mots simples ont fait vibré la tête et les cœurs de ceux qui l'écoutent.

Je l'ai entendu lors d'une manifestation pour l’abrogation de la loi sur la retraite, car ce jour-là ils ont affrété un camion, se sont joints au cortège et ont chanté tout au long du parcours. “On lâche rien”, c'est le titre. Le rythme, la jeunesse, l'enthousiasme du groupe ont mis le feu, le pavé était brûlant. *(Voir la vidéo sur You Tube)*

“On ne lâche rien…on ne lâche rien …on ne lâche rien…on ne lâche…on ne lâche ri…ien.”

Le peuple s’est emparé de ce tube et l’a repris en cœur, en a fait son hymne de lutte contre l'injustice. Quel symbole !!!

Pendant plusieurs semaines, ce refrain a résonné dans les rues, des millions de gorges déployées ont hurlé “On lâche rien“pour défendre la retraite à 60 ans.

Des foules nombreuses se sont rassemblées et ont arpenté les avenues, et les boulevards ont repris ce mot d'ordre pour dire non à “Sarko”, mais aussi pour lancer aux dirigeants syndicaux ou politiques ce message fort “On ne lâche rien”…

Le petit agité de l'Elysée n'a pas cédé, et a réussi à faire passer sa loi, alors qu’une majorité de nos concitoyens semblait partager la volonté de défendre la retraite à 60 ans.

Cette mobilisation, ce cri du peuple “On ne lâche rien… On ne lâche rien…“n'ont pas suffit. Il fallait sans doute faire plus, mais une partie de ceux qui disaient être en accord avec ce mouvement sont une nouvelle fois restés sur le bord de la route.

Le résultat est immédiat pour les femmes et les hommes nés au deuxième semestre de 1951, ils cotisent quatre mois de plus … (pas de chance, c'est mon cas), mais pour les autres l'addition est de plus en plus lourde, jusqu'à deux ans de cotisation en plus.

Le principe même du départ à 60 ans est jeté aux oubliettes, malheureusement on peut craindre que ce ne soit que le début, à moins que dans quelques semaines…

Mais non, ce n'est pas une autre histoire n'oublions pas de voter pour ceux qui défendent le droit à la retraite à taux plein dès 60 ans.

Oui, nous devons résister, oui nous devons nous indigner, mais cela ne suffit pas,

il faudra aussi que nous prenions nos affaires en main pour changer notre vie.

1er mai 2012, le jour de la fête du travail, je toucherai ma première “pension” de retraité, s'il est doux de penser que pour moi c'est aujourd'hui réglé, je sais qu'il va falloir encore lutter pour pouvoir en profiter.

DIRECTION DE LA CATÉGORIE :
Jean-François ROPERT
Gilbert BONHOMME
Pascal LEBÈGUE (trésorier)

COMMISSION IMPRESSION :
Laurent BOUYRIE
COMMISSION S.ÉDITORIAUX :
Laurent MARDELAY